

LE POST-URBAIN : POURQUOI ET COMMENT DÉ-MÉTROPOLISER LE MONDE

Guillaume Faburel

Le post-urbain, c'est quoi : désurbaniser la terre, ré-empaysanner la société

Le problème qui se présente à nous est celui de la civilisation urbaine. Par un taux exponentiel d'urbanisation, cette civilisation est advenue comme celle de la démesure et de l'illimité, forçant tous les seuils écologiques, les cycles bio-géo-chimiques, à ce jour par l'ébriété des comportements métropolitains et de leur diffusion [1]. Sur cette base de constat, le post-urbain ouvre une autre voie que les recettes métropolitaines fort limitées, qu'elles soient technosolutionnistes (ex : rénovation thermique), durabilistes (ex : agriculture urbaine) ou encore de redirection écologique (réemploi des équipements et dispositifs urbains), et défend la nécessité d'une décroissance urbaine, une désurbanisation aux fins de réempaysannement de notre société.

Le post-urbain, pourquoi : contre l'écocide de la métropolisation du monde

Pour entrer sérieusement dans le post-urbain, il convient donc d'être au clair sur ce que la ville, la grande, a, au long cours, créé d'imaginaires de grandeur et de croyances de domestication, ce qu'elle a produit de représentations au mieux romantisées de la nature, et en retour de comportements et conduites arraisonnant en fait l'ensemble des vies et assujettissant l'ensemble des corps.

Le fait urbain, dont la métropolisation sert à ce jour de moteur, ce sont d'ores et déjà plus de 600 villes de plus d'1 million d'habitants et 85 de plus de 5. Quant à celles de 10 millions et plus, elles étaient au nombre de 32 en 2010, annoncées à 45 d'ici 2050, mais 50 agglomérations dépassent d'ores et déjà cette taille, dont les ville-monde avec l'agglomération parisienne dedans. Partout la terre est artificialisée deux à trois fois plus vite que la croissance démographique, avec pour effet l'équivalent d'une ville comme New York qui sort de terre chaque mois dans le monde et, en France, celui d'un département urbanisé tous les 12 ans. La métropolisation signe un stade singulier de l'urbanisation du monde dans sa longue épopée, celui d'une totalité [2].

Or, la métropolisation et ce faisant la grandeur urbaine dont elle signe le stade paroxystique,



renvoie à des mécanismes et ce faisant implique des conséquences dont le caractère délétère a tôt été renseigné [3], mais assez peu en France jusqu'à récemment.

Elles créent des disparités en raison des richesses ainsi accumulées et de la rente immobilière ainsi produite [4], avec gentrification et ségrégations croissantes au sein des espaces métropolitains, excluant les classes populaires et de plus en plus la « classe » moyenne. Cette réalité façonne le triple visage géographique que nous connaissons de la métropolisation : la concentration en leurs cœurs par l'embourgeoisement accéléré du fait de cette sélectivité, l'étalement urbain par obligation économique ou choix écologique (péri-urbanisation), et l'exploitation de toutes les ressources extérieures pour assurer la croissance des habiters urbains, au premier chef par l'agriculture intensive.

En outre, l'accélération et le mouvement, la connexion et le divertissement... des modes de vie métropolitains, entrevus dès les années 1960 [5], comme plus largement la consommation et la sur-stimulation dans ces antres de la machine à désirs et de la culture marchande, colonisent tous les temps sociaux et ce faisant fatiguent les corps et les esprits, oppressent et saturent les vies... suscitant pour les uns, les mieux insérés, plaisir et jouissance par le surcroît d'activités, et provoquant pour les autres, les premiers de corvée, perte de sens, impuissance et souffrance. Enfin, par effets de centralisation des pouvoirs et de technicisation des actions, les habitants sont dépossédés de leurs capacités d'intervention (comme entrevu dès le début du XXème siècle) [6].

Cependant, c'est sans nul doute par le fait écologique que la métropolisation nous plonge collectivement dans l'abîme, au point de désarçonner quelque peu la pensée critique.

Si la population mondiale a été multipliée par 4,6 de 1900 à 2015, celle urbaine l'a été par 14. Et, dans le même temps, celle de la consommation énergétique a été multipliée par 15, l'extraction de matériaux par 12, les déchets par 11 et les émissions de CO2 par 15 [7]. Le fait urbain représente à l'échelle mondiale, 70 % des déchets produits, 75 % des émissions de gaz à effets de serre émis, 76 % du bois exploité industriellement, 78 % de toute l'énergie consommée et plus de 90 % de l'ensemble des polluants rejetés dans l'air... pour à ce jour un peu moins de 60 % de la population.

Matériau essentiel à la densification - arme de construction massive du capitalisme [8] - le béton asphyxie les sols, détruit les biotopes, évince végétaux et animaux... et enjoint à toujours plus d'industrialisation de l'agriculture pour satisfaire les densités urbaines ainsi permises. La métropolisation dilapide de manière irréversible les ressources, puisqu'il faut faire venir de très loin pour vivre concentrés à ce point, y compris l'énergie surconsommée en raison des effets rebonds dus à la stimulation de toutes et tous être mis en comparaison, en distinction par la concentration (i.e. rivalité ostentatoire de Veblen ou désir mimétique de Girard, c'est selon). La mécanisation agricole, l'élevage industriel, l'accaparement forestier, l'extraction des matières... tout comme maintenant l'agri-voltaïsme et les méthaniseurs sont à mettre très directement à l'actif du développement des agglomérations.



Sait-on qu'en 2100, 74 % de la population mondiale, prévue à 80 % urbaine à cette date, vivra des canicules mortelles d'au moins trois semaines par an (et parfois jusqu'à 4 mois), avec Lyon en tête de gondole pour la France ? La différence de températures en période caniculaire peut atteindre 12°C entre un grand centre métropolitain et une campagne située à 30 ou 40 kms. Sait-on également que plusieurs grandes villes s'enfoncent aujourd'hui annuellement jusqu'à plusieurs centimètres sous l'effet du pompage de nappes phréatiques, mais également sous le poids de la densité des matériaux de construction et des effets du changement climatique sur les souterrains ? Mexico, Téhéran, Nairobi, Djakarta... mais aussi, dans une moindre mesure, New York et plus près de chez nous, Bordeaux, sont directement concernées. Il est vrai qu'avec 1 100 milliards de tonnes, la production humaine (béton, agrégats, brique, asphalte, etc.) pèse désormais plus lourd que... la biomasse (contre 3 % au début du xxe siècle, pour 1,6 milliard d'habitants). La terre, que nous pensions ferme, se dérobe littéralement sous nos pieds. Sait-on enfin, mais ceci pourrait être sans fin, que la prévalence des maladies dites de civilisation est plus importante dans les grandes villes, avec 41 millions de décès annuels à travers le monde. Des données comme celles-ci, il en existe des centaines, et ce depuis quelques temps maintenant [9].

Voilà donc exposé le tout premier problème que le post-urbain souhaite soulever : la croissance portée par le modèle métropolitain est écocidaire. Consumérisme démesuré, productivisme échevelé et extractivisme outrancier sont les produits d'hectares fantômes, d'esclaves énergétiques, de serviteurs mécaniques qui sont en train d'anéantir tous les écosystèmes, y compris ceux-là même, anthropiques, qui en sont la cause première : les ville-monde et leurs épigones métropolitains. Tel que le disait Héraclite aux prémices de la pensée matérialiste : *«Circonvenir la démesure est plus important que circonscrire un incendie.»*

Voici pourquoi il faut certes, comme des mouvements s'y emploient, lutter de l'intérieur contre toutes les politiques d'urbanisme d'attractivité métropolitaine, celles visant à patrimonialiser et à mettre en tourisme, à festivaliser, à foodifier (conversion alimentaire de tous les espaces publics), à studentiser (avec rendement co-locatif et animation nocturne par la jeunesse étudiante)... et, bien sûr, à continuer à ériger, bâtir, grossir au détriment de quelques fragments de terres de moins en moins épargnés, tels les jardins ouvriers. Mais surtout, voici pourquoi il convient de bien plus offensivement encore penser une autre géographie, moins polarisée et concentrée. Face à l'emballlement climatique, à l'effondrement du vivant, à la stérilisation accélérée des sols et à toutes les pollutions, toutes les exploitations... dont les ville-monde et leurs déclinaisons métropolitaines instruisent la dévastation par leurs habiter et formes de vie, une toute autre géographie écologique est à penser et surtout à mettre en œuvre urgemment. Rappelons d'ailleurs que c'est par sa géographie, urbaine, que le capitalisme a pu surmonter toutes ses contradictions sur les deux siècles écoulés, et que la densification des pôles urbains tout comme l'ère automobile de l'étalement forment une unité qui en atteste la portée [10].

Désurbanisation et réempaysannement des sociétés sont la seule issue possible pour sortir de l'ébriété productiviste/consumériste/extractiviste qui a la grande ville et la masse urbaine

simultanément pour moteurs et fétiches (de la marchandise, des institutions, de la culture, de l'éducation...). Accompagnée de la déconcentration des vies et de la relocalisation des activités non prédatrices, c'est la seule solution pour recouvrer par l'autonomie des vies une véritable puissance, celle de l'autolimitation [11] par la suffisance [12], celle d'une modestie par la subsistance, pourvoyeuse d'une autre culture du vivant (plutôt que devant son écran en twittant à longueur de temps). Il n'y a en fait pas d'autres solutions si l'on veut décentement, en responsabilité, restaurer bien-vivre et dignité, celle du sens des limites [13] (concrètement, diviser par 4 à 6 nos empreintes d'ici 2050), mais cette fois-ci avec un peu de respect à l'endroit de l'environnement, et nous autrement dedans (accessoirement).

Le post-urbain, comment : depuis les ruralités et leur écologie

C'est en fait à un déménagement du territoire auquel il conviendrait de s'atteler ardemment, reprenant ainsi la proposition des années 1960 du géographe Maurice le Lannou - elle-même reprise par Jacques Ellul en 1978 - qui d'ailleurs dès 1949 avait perçu dans la « civilisation technicienne-urbaine » la disparition programmée de « l'homme-habitant ». Là aussi il y a quelques temps, Nicole Mathieu, également géographe, n'indiquait-elle pas l'émergence, principalement en Europe de l'Ouest et du Nord, d'un autre rapport au territoire, accordant de l'importance au mode d'habiter du village et de la maison rurale, ainsi qu'au rapport à la nature ou au paysage [16], lorsque certains, depuis la sociologie cette fois-ci, pointaient et renseignaient une relation évolutive aux campagnes [17]. L'expérience de l'agroforesterie et de l'agriculture biologique faisait même dire à Pierre Gevaert au milieu des années 1990 : « *La société moderne industrielle et urbaine, ivre de consommation, a mis à sac la nature. Que nous le voulions ou non, c'est contraints et forcés, pour essayer de survivre, qu'une société à prédominance rurale s'imposera bientôt.* ». [18]

Et, cette option du déménagement est même à ce jour en train de faire une entrée remarquée dans des revues scientifiques en vue. C'est le cas de la retraite géographique qui est, depuis les mondes académiques anglo-saxons, dorénavant fixée comme l'une des anticipations sérieuses des bouleversements écologiques enclenchés, notamment par le déplacement des villes côtières menacées par l'enfoncement et la submersion marine [19]. Tout ceci lorsque ce ne sont pas les avis d'experts technico-politiques qui posent maintenant ostensiblement la taille des villes comme question (cf. Shift Project), invitant certes à des villes stationnaires [20] mais plus encore, car la stabilisation des peuplements urbains est illusoire dans le régime capitaliste qui est le nôtre, à repeupler les campagnes [21], lorsqu'il ne s'agit de perspectives officielles bas carbone pour la France en 2050 vantant les mérites de la frugalité des petites villes [22].

Mais quelle serait alors cette géographie qui, par la désurbanisation et surtout par le ré-empaysannement, par la dé-massification des villes, la déconcentration des vies, la relocalisation des activités non prédatrices et la dé-marchandisation des rapports, serait respectueuse des communautés terrestres et biotiques, et ce par d'autres cultures du vivant

(Jean-Philippe Pierron [23], Vinciane Despret [24], Baptiste Morizot... [25]) ? En voici quelques premières coordonnées, et ce faisant potentiellement paysages et sociétés post-urbains.

1/ Compte tenu de l'effet de taille et du poids environnemental des métabolismes massifiés, cette géographie devrait pouvoir spatialement reposer sur ce que l'on peut dénommer une *République des 50 000...* c'est-à-dire celle des petites villes de proximité jusqu'aux bourgs, villages et hameaux, maille territoriale pour partie lovée dans la fameuse et chatoyante « diagonale du vide » (requalifiée depuis peu en « diagonale des faibles densités »), née de la macrocéphalie parisienne du siècle écoulé et de la digestion métropolitaine des arrière-pays sur les 40 dernières années. Ces lieux et espaces offrent toutes les ressources de subsistance pour une société qui, par des formes de vie fondées sur l'autonomie, diviserait par 4 à 6 nos empreintes d'ici 2050 et serait respectueuse des milieux et écosystèmes de vie :

- logements vacants à rénover, au nombre de plus de 3 millions en France, auxquelles s'ajoute un chiffre équivalent de résidences secondaires, et plus de 6 millions de logements sous-occupés, sans même parler des 1,5 millions d'hébergements touristiques de montagne qui dorment 10 mois par an – alors même que l'on continue de construire deux nouveaux logements pour chaque nouvel habitant en France en 2020 ;
- ressources forestières à exploiter différemment (les 16,4 millions d'hectares suffiraient à tous les usages, avec en plus les 3,5 millions de milieux semi-naturels), surfaces et parcelles de terres à soustraire à l'agriculture industrielle (soit 24 des 30 millions d'hectares cultivés aujourd'hui, ce qui est selon l'Agence de la Transition écologique amplement suffisant pour produire notre alimentation, à condition de faire un peu évoluer les régimes alimentaires)

2/ Compte tenu justement des pressions exercées par nos modes de vie et des empreintes créés par nos systèmes de besoins, cette géographie devrait pouvoir humainement reposer sur tout au plus des *Communautés de 30 à 40 000...* habitants, réunis dans des biorégions de 20 à 30 kilomètres de diamètre, définies par des milieux écologiques de vie - petites vallées, moyennes montagnes, fragments de plaine, île [26]... Structurées autour des bourgs et villages évoqués, ces biorégions, post-urbaines, permettraient des mobilités moins carbonées, et par les ressources de proximité susmentionnées, de réaliser des formes relocalisées et plus autonomes de vie (circuits courts), constellées des métiers émanant des cultures paysannes et artisanales attachées aux habitudes sociales des lieux, y compris les festivités et leur convivialité. A condition de s'entendre sur le nombre d'actifs ruraux qu'il nous faudrait avoirs à échéance 2050 : 1 à 5 millions de paysans pour l'Atelier Paysan [27] ou Terre de liens, 10 millions d'actifs ruraux pour les Objecteurs de croissance.

Ces périmètres correspondent peu ou prou à ceux proposés par les pays géographiques, au nombre de 496 en France jusqu'aux années 2010, mais ramenés en 2014 à 330 Pôles d'équilibre territorial et rural – PETR, dispositifs de substitution créés par la même loi que celle portant création des Métropoles et des Intercommunalités XXL et qui vise toujours plus à regrouper fonctionnellement à des fins d'attractivité territoriale au détriment de stratégies supra-

communautaires clairement unitaires (et donc potentiellement biorégionales). Cet effet de grossissement administratif et de taille fonctionnelle se lit également dans un autre périmètre potentiellement intéressant, celui tiré de l'Inventaire forestier national, avec 309 régions forestières nationales (unités forestières et paysagères), subdivisées en 680 régions forestières départementales, sur le modèle des 713 petites régions agricoles. Eh bien là aussi, ces régions forestières se sont vues depuis 2009 incluses dans 91 sylvoécorégions, dont le découpage se justifie bien plus par les enjeux climatiques, et donc renvoie à la représentation macroscopique en puits de carbone et non pas à celles des ressources locales qu'offrent paysages et cultures écologiques.

3/ Enfin, compte tenu cette fois-ci de d'autolimitation visée, cette géographie devrait pouvoir écologiquement s'appuyer sur ce que l'on dénommera, non sans clin d'œil à la nostalgie évoquée au début, une nouvelle *Cité des 4000*. Non pas celle de la Courneuve que les cultures de gauche souhaitent de force convertir à la transition écologique (alors même que participant du récit d'émancipation par l'artificialisation urbaine), mais les 4000 mètres carrés par habitant nécessaires sous nos latitudes à l'autonomie alimentaire, énergétique, constructive..., celle de l'alimentation biologique, d'un habitat éco-construit, d'un approvisionnement et d'une distribution en circuit court, d'un outillage low-tech, du recours à la médecine douce ou encore aux pédagogies alternatives [28], inspirée d'autres cultures - populaires, paysannes et artisanales - et qui, par solidarités et entraides locales, mais également beaucoup de symbolique et de production poétique [29], représentent la seule voie responsable pour tenir les métabolismes humains dans les limites planétaires et faire alors dignement société écologique... par le post-urbain.

République des 50 000, Communautés des 30 à 40 000, Cités des 4 000, voici les premières coordonnées humaines et écologiques d'une géographie qui permettrait d'anticiper les inexorables descentes énergétique et matérielle, et plus encore la déplétion de l'ensemble des ressources, avec pour communs remarquables dans nombre d'alternatives rurales et néo-rurales constellant d'ores et déjà les périphéries [30] - des communautés intentionnels aux éco-villages, des enclaves décentralisées aux fermes sociales et coopératives intégrales :

- un habiter autrement de la terre - plutôt que la consommer, la consumer – en se déliant de l'aseptisation urbaine du vivant ;
- un coopérer directement par le faire - plutôt que se distinguer, concurrencer – en rompant avec la spécialisation outrancière des villes-machine ;
- un autogérer sa vie de manière solidaire, sans exclusive, sans exclusion - plutôt que de posséder avec prétention – en cessant de croire dominer le monde par la ville et la délivrance matérielle imposée [31].

Nous avons sans doute affaire ici à une société écologique en devenir, sortie des plis de quelques non-dits à l'occasion d'une pandémie, mais qui commence à être fort bien implantée dans les esprits, en France mais aussi dans plusieurs autres pays. A condition cependant

d'admettre la nécessité d'agencer toute les subalternités périphériques (post-urbaines ?), historiquement dépouillées de leurs propres cultures écologiques et souvent de leurs propres habiter de l'espace, de la terre, depuis les quartiers populaires [32] jusqu'aux ronds-points solidaires [33], depuis les paysanneries et leurs savoir-faire jusqu'aux ruralités communautaires dans la reconsidération de quelques désirs totalement somptuaires. Si, aménager les territoires a, de tout temps, été une technique du pouvoir, visant à déterminer les comportements et les modes de vie, à régir les rapports sociaux, ce par les lieux habités, alors il y a lieu de penser les formes politiques de réempuissantement par le déménagement de nos habiter, par le ménagement de nos sociétés. Ici, nul doute que l'anarchisme, le communalisme, le biorégionalisme ou encore le confédéralisme, tous mus par l'autodétermination, sont une voie à suivre pour penser l'alliance et choisir ses propres dépendances [34], à condition de ne pas les penser par le prisme des savoirs de l'urbain, comme le font encore hélas certains décroissants [35] :

- en partant de quelques mouvements volontaires de départ à plusieurs moments de l'histoire, à l'exemple dès la fin du xix^e siècle des anarchistes naturiens [36];
- pour aller vers des mouvements plus contemporains, telle l'expérience de biorégion cascadienne [37],
- de même que ce jour vers les néo-zapatistes, qui ont fait sécession de Mexico pour aller vivre en forêt et s'organiser politiquement selon trois échelons locaux (villageois, communal et de « bon gouvernement » régional) [38] ;
- et plus près de nous des communautés intentionnelles (telles Longo Maï ou l'Arche notamment),
- ainsi que de certaines initiatives fédératives (sur la montagne limousine notamment, avec le syndicat éponyme), menant pratiques autogestionnaires et solidaires à partir de ressources endogènes et de savoirs situés, d'économies relocalisées et d'une démocratie renouvelée.

Après l'inspiration, la seconde étape est sans doute à penser autour de l'alliance avec :

- toutes les initiatives légitimistes, en France notamment, émanant de municipalités périphériques ayant l'écologie pour culture et souvent l'autonomie pour histoire (Côtes d'Armor, Pyrénées Atlantiques, Gard, Haut-Rhin, Hautes-Alpes, Ariège...), ou encore d'expériences legalistes telles celles développées dans certains éco-lieux ;
- et les réseaux œuvrant déjà, certains de fort longue date, au soutien des campagnes et ruralités, à leurs cultures et activités, et ce faisant, directement comme indirectement, à leur propre existence politique face au tropisme centraliste et au discrédit déjà décrits [39].

Les ruralités offrent indéniablement, par leurs espaces ouverts et par toutes les ressources qui les peuplent, mais également par l'épreuve de toutes les colonialités de l'aménagement, urbain comme agricole, donc leurs propres subalternisations, d'autres possibles politiques, décroissants, par des formes autrement écologiques de vie et d'autres engagements dans l'action. Elles offrent la perspective d'un bouleversement collectif et individuel depuis les marges négligées et indociles situées aux coutures de l'empire et qui présentent encore une



richesse écologique comme les défends Anna Tsing [40]. Ce que l'on pourrait qualifier de « champ de bataille démilitarisé », un lieu des possibles, comme nous le dit Raoul Vaneigem dans *Retour à la vie* [41]. Bref, un autre chemin, plus digne et décent, face à l'écocide. Celui du débranchement et de l'autonomie radicale comme desseins... post-urbains. Celui du débranchement et de l'autonomie radicale comme desseins... post-urbains. La survie a imposé la ville comme destinée. C'est la survie qui impose de s'en remettre maintenant aux ruralités [42].





Notes

1. Guillaume Faburel, 2023, *Indépendance urbaine. Pour un nouveau pacte avec le vivant*, Climats-Flammarion.
2. Guillaume Faburel, 2018, *Les Métropoles barbares. Démondialiser la ville, désurbaniser la terre, Le passager clandestin*.
3. Jason Hackworth, 2007, *The Neoliberal City. Governance, Ideology, and Development in American Urbanism*, Ithaca, Cornell University Press ; Ugo Rossi, 2017, *Cities in Global Capitalism*, Cambridge, Polity Press.
4. David Harvey, 2020 (1982), *Les Limites du capital*, éditions Amsterdam.
5. Georges-Hubert de Radkowski, 2002, *Anthropologie de l'habiter. Vers le nomadisme*, Paris, PUF (posthume)
6. Georg Simmel, 2013 (1903), « Métropoles et mentalité », *Les Grandes Villes et la Vie de l'esprit*, Paris, Payot.
7. Aristide Athanassiadis, 2022, « Villes et limites planétaires. Espoirs ou illusions ? », Les entretiens du nouveau monde industriel 2022 : *Organisation du vivant, Organologie des savoirs*, 16 décembre, Paris.
8. Anselm Jappe, 2020, *Le béton. Arme de construction massive du capitalisme*, L'Échappée
9. Cf. notamment Grimm, N.B, S.H. Faeth, C.L. Redman, J. Wu, X. Bai, J. Briggs and N.E. Golubiewski, 2008, "Global change and the ecology of cities", *Science*, 319(5864) : 756-760
10. Renaud Duterme, 2020, *Petit manuel pour une géographie de combat*, La Découverte.
11. Cornelius Castoriadis, « La force révolutionnaire de l'écologie », entretien mené par Pascale Égré les 16 et 29 novembre 1992, repris dans *La société à la dérive*, 2005, Seuil.
12. André Gorz, 2019 (1992), *Éloge du suffisant*, Presses universitaires de France.
13. Renaud Garcia, 2018, *Le Sens des limites. Contre l'abstraction capitaliste*, L'Échappée.
14. Maurice le Lannou, 1967, *Le déménagement du territoire. Rêverie d'un géographe*, Seuil.
15. Maurice le Lannou, 1949, *La géographie humaine*, Flammarion.
16. Nicole Mathieu, 1996, « Rural et urbain. Unité et diversité dans les évolutions des modes d'habiter », in Marcel Jollivet et Nicole Eizner (dir.), *L'Europe et ses campagnes*, Paris, Presses de la FNSP, 1996, p. 187-216.
17. Michel Marié, Jean Viard, 1992, *La Campagne inventée*, Actes Sud ; Bertrand Hervieu et Jean Viard, 1996, *Au bonheur des campagnes (et des provinces)*, Editions de l'Aube.
18. Pierre Gevaert, 1994, *L'avenir sera rural. Au secours d'un monde moderne en dérive*, Le Courrier du Livre, 303 p. ; Pierre Gevaert et David Stevens (son petit fils, chercheur dans le domaine du climat), 2017, *L'humanité en mal de terre : plaidoyer d'un paysan pour le retour à une civilisation agraire*, Trédaniel, 223 p.
19. Katharine J. Mach, A.R. Siders, 2021, "Reframing strategic, managed retreat for transformative climate adaptation", *Science*, Vol. 372, Issue 6548, p. 1294-1299.
20. Philippe Bihouix, Sophie Jeantet, Clémence de Selva, 2022, *La Ville stationnaire. Comment mettre fin à l'étalement urbain*, Actes Sud.
21. Henri Landes, 2022, *Repeupler les campagnes. Comment organiser l'exode urbain pour répondre à l'urgence écologique*, éditions de l'Observatoire.
22. Agence de la transition écologique. 2020, *Transition(s) 2050. Choisir maintenant. Agir pour le climat. Quatre scénarios pour la neutralité carbone* (transitions2050.ademe.fr).
23. Jean-Philippe Pierron, 2021, *Je est un nous. Enquête philosophique sur nos interdépendances avec le vivant*, Actes Sud.
24. Vinciane Despret, 2019, *Habiter en oiseau*, Actes Sud.
25. Baptiste Morizot, Alain Damasio et Stéphane Durand, 2020, *Manières d'être vivant. Enquêtes sur la vie à travers nous*, Actes Sud.
26. Maële Giard, Raphaël Lhomme et Guillaume Faburel, 2021, « Biorégion. Pour une écologie politique vivante », *Carnets de la Décroissance*, no 4, AderOC.



Notes

27. Atelier paysan, 2021, *Reprendre la terre aux machines. Manifeste pour une autonomie paysanne et alimentaire*, Le Seuil.
28. Geneviève Pruvost, 2021, *Quotidien politique. Féminisme, écologie et subsistance*, La Découverte.
29. Clara Breteau, 2022, *Les vies autonomes, une enquête poétique*, Actes Sud
30. Danièle Hervieu-Léger, Bertrand Hervieu, 2023, *Le retour à la nature en vue des temps difficiles. L'utopie néo-rurale en France*, Editions de l'Aube.
31. Guillaume Faburel 2018, op. cit., et Guillaume Faburel, 2020, *Pour en finir avec les grandes villes. Manifeste pour une société écologique post-urbaine*, Le passager clandestin.
32. Jean Baptiste Comby, 2015, « À propos de la dépossession écologique des classes populaires ». *Savoir/Agir*, 33, 23-30 ; Paul Ariès, 2015, *Écologie et cultures populaires. Les modes de vie populaires au secours de la planète*, Paris, Utopia.
33. Guillaume Faburel, Maële Giard, Mathilde Girault, Ewa Chuecos, 2021, « L'imaginaire écologique des Gilets jaunes. Entre écologie populaire et écologie relationnelle », *Ecologie & politique*, Vol. 1 (62), pp.127-142.
34. François Bégaudeau, 2022, « Habiter quelque part », *Socialter*, 15 décembre.
35. Yves Cochet, Agnès Sinaï et Benoît Thévard, 2019, *Biorégion 2050. L'Île-de-France après l'effondrement*, Institut Momentum.
36. François Jarrige, 2016, *Gravelle, Zisly et les anarchistes naturiens contre la civilisation industrielle*, Le Passager clandestin, Coll. Les précurseurs-ses de la décroissance.
37. Julie Celnik, 2017, « La biorégion de Cascadia, territoire de la décroissance », in Agnès Sinaï et Mathilde Szuba (dir.), *Gouverner la décroissance. Politiques de l'Anthropocène III*, Presses de Sciences Po.
38. Jérôme Baschet, 2019, *La Rébellion zapatiste. Insurrection indienne et résistance planétaire*, Flammarion.
39. Confédération nationale des Foyers ruraux, Centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural, Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne, Réseau d'expérimentation et de liaison des initiatives en espace rural, Terre de liens, Habitants de Logements Ephémères et Mobiles... voire la Fédération nationale des Parcs naturels ou encore Fédération des pôles territoriaux et des pays géographiques.
40. Anna Tsing, 2022, *Proliférations*, Wildproject.
41. Raoul Vaneigem, 2022, *Retour à la vie, L'Insomniaque*.
42. Guillaume Faburel, 2023, *Indécence urbaine*, op. cit.